



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 205
(Privé)

**Loi concernant le Bureau des délégués
spécial des municipalités régionales de
comté de Vaudreuil-Soulanges, de
Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-
Laurent**

Présentation

Présenté par
M. Serge Marcil
Député de Salaberry-Soulanges

Éditeur officiel du Québec
1989

Projet de loi 205

(Privé)

Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent

ATTENDU que les municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent ont formé un bureau des délégués spécial pour exploiter en commun un système de gestion des déchets;

Qu'il est opportun d'accorder certains pouvoirs à ce bureau;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le Bureau des délégués spécial formé par l'entente signée le 16 mars 1989 par les municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent est constitué en personne morale de droit public sous le nom de « Bureau des délégués spécial Vaudreuil-Soulanges — Beauharnois-Salaberry — Haut-Saint-Laurent ».

2. Le Bureau est une corporation au sens du Code civil. Il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers conférés par la présente loi.

3. Le Bureau a son siège social dans la ville de Beauharnois.

4. Les affaires du Bureau sont administrées par un conseil d'administration formé des délégués des municipalités régionales de comté sur le territoire desquelles il a compétence.

Le nombre de délégués de chaque municipalité régionale de comté est celui fixé dans l'entente.

5. Le Bureau peut, par règlement approuvé par les municipalités régionales de comté sur le territoire desquelles il a compétence :

1° nommer un ou plusieurs délégués qui ne sont pas membres du conseil des municipalités régionales de comté pourvu que ces délégués ne forment pas la majorité des membres du conseil d'administration du Bureau;

2° décréter que la quote-part des municipalités régionales de comté relatives aux dépenses du Bureau constitue une mise de fonds remboursable aux conditions et selon les modalités qui y sont prévues;

3° changer son nom et le lieu de son siège social.

Les délégués nommés en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa n'ont pas le droit de vote et ne sont pas considérés comme membres du Bureau aux fins d'en constituer le quorum.

Si un règlement visé par le paragraphe 2° du premier alinéa est en vigueur, une municipalité régionale de comté peut, par règlement, déclarer qu'il s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à la quote-part des municipalités locales relative aux dépenses du Bureau.

Avis d'un règlement visé par le paragraphe 3° du premier alinéa doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

6. Le Bureau peut aussi, par règlement approuvé par les municipalités régionales de comté sur le territoire desquelles il a compétence :

1° constituer un comité administratif et en déterminer la composition ainsi que les règles de fonctionnement;

2° établir la rémunération des délégués, laquelle remplace, le cas échéant, celle fixée par les municipalités régionales de comté en vertu de l'article 204 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) et établir la rémunération additionnelle des membres du comité administratif;

3° pourvoir au remboursement des dépenses de ses membres et des membres du comité administratif conformément aux articles 25 à 30 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001), compte tenu des adaptations nécessaires, et les rembourser des dépenses effectuées pour assister aux assemblées.

Le comité administratif constitué en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa est, sous réserve de ce paragraphe, régi par les articles 123 à 127 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), compte tenu des adaptations nécessaires. Toutefois, le Bureau peut lui déléguer l'adjudication de tout contrat, y compris ceux dont le montant excède 10 000 \$.

7. Le Bureau et toute municipalité locale peuvent, par règlement, autoriser la conclusion d'une entente relative à un système de gestion des déchets. Cette entente doit être approuvée par la Commission municipale du Québec et par les municipalités régionales de comté sur le territoire desquelles le Bureau a compétence.

8. Malgré les articles 935 et 936 du Code municipal du Québec, le Bureau est autorisé à conclure, avec l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Environnement, un contrat du type connu sous le nom de contrat « clé en main », dans l'exercice de sa compétence en matière de gestion et d'élimination des déchets sans être tenu de demander des soumissions.

9. Un contrat « clé en main » mentionne les objectifs visés par le Bureau et, le cas échéant, les limites de coût et les autres conditions générales que doit respecter l'ouvrage d'élimination des déchets ainsi que celles qui doivent s'appliquer à l'exploitation de celui-ci. Le contrat confie au cocontractant la responsabilité de concevoir un ouvrage d'élimination des déchets qui rencontre ces objectifs et respecte ces limites et conditions, de le construire et de l'exploiter pendant une période fixée au contrat qui ne peut être inférieure à cinq ans. Le contrat peut également confier au cocontractant la responsabilité d'assurer le financement à long terme de l'ouvrage.

10. La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas dans le cadre de travaux effectués en vertu d'un contrat « clé en main ».

11. Le Bureau est une municipalité au sens de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).

12. Malgré l'article 205 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), la compensation imposée en vertu de cet article sur les immeubles du Bureau peut excéder cinquante cents par cent dollars d'évaluation.

13. Les articles 14.1, 176, le premier alinéa de l'article 176.1, l'article 549 sauf le troisième alinéa du paragraphe 7, les articles 582

à 584, 586 et 587, 590 à 594, 596 à 601, 602 sauf la deuxième phrase du deuxième alinéa, 603 à 606, 609 à 613, le premier alinéa de l'article 614, les articles 615 à 619, 622 et 623, 704, 706 à 711, 935 à 938, 961, 961.1, 966 à 966.4, 1076, 1093 et 1094 du Code municipal du Québec, les articles 22 et 23 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35), les articles 1, 2, 4 à 8, 12 à 44 et 50 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7), l'article 21 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22.1) et les articles 204.4 et 204.5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme s'appliquent au Bureau, compte tenu des adaptations nécessaires.

14. Malgré l'article 13, le ministre des Affaires municipales peut, aux conditions qu'il détermine, dispenser le Bureau de demander des soumissions pour l'adjudication de certains contrats ou de certaines catégories de contrats.

15. Sous réserve de la présente loi, l'entente visée à l'article 1 peut être modifiée conformément au Code municipal du Québec.

16. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).